

VERIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

Notes pour un discours de
l'honorable Allan J. MacEachen,
vice-premier ministre et
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
à la 17e réunion générale
internationale du Conseil économique
du bassin du Pacifique.

Vancouver

le 22 mai 1984

Le Canada, Une Nation du Pacifique

LE CANADA, UNE NATION DU PACIFIQUE

C'est pour moi un plaisir d'être ici aujourd'hui et d'avoir l'occasion de prendre la parole à l'Assemblée annuelle du Conseil économique du bassin du Pacifique. Au nom de tous les Canadiens, j'aimerais souhaiter une cordiale bienvenue à nos visiteurs, et plus particulièrement au Premier ministre de la Nouvelle-Zélande, sir Robert Muldoon. J'espère que vous passerez tous un agréable séjour à Vancouver, porte canadienne du Pacifique et site de l'Expo 86.

Le Canada est bel et bien une nation du Pacifique. Voilà dix ans, nous avons accueilli pour la première fois plus d'immigrants de la région du Pacifique que de celle de l'Atlantique. Et il y a deux ans, nos échanges avec le Pacifique l'emportaient pour la première fois sur ceux avec nos partenaires de l'Atlantique. La tendance est évidente.

Pour le gouvernement du Canada, l'enjeu est de taille. La région du Pacifique a une importance vitale pour nous, et nous entendons participer activement à l'édification de son avenir. Nous continuerons d'investir dans sa stabilité politique. Nous poursuivrons des politiques économiques destinées à renforcer les courants commerciaux, financiers et technologiques entre le Pacifique et nous. Nos relations avec les nations de cette région seront une priorité de notre politique internationale.

Durant les années 1970, la plupart des pays de la région ont enregistré des taux de croissance annuels extraordinaires, de l'ordre de six à dix pour cent. La récession a fait quelque peu baisser ces chiffres, mais les taux de croissance prévus pour le reste de la décennie dépassent encore les prédictions les plus optimistes pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Le Japon a maintenant la deuxième économie de marché au monde, et il est le deuxième partenaire commercial du Canada. Et nulle part ailleurs sur le globe on a vu des pays en développement connaître une croissance aussi soutenue. Les nouveaux pays industriels de l'Asie - la Corée, Singapour, Taiwan et Hong Kong - donnent au monde en développement un exemple à suivre de réussite économique.

La croissance et la vitalité de la région dépendent de la libre circulation des idées et des biens. Les échanges commerciaux entre le Canada et l'ensemble de la région du Pacifique ont triplé au cours de la dernière décennie. Durant la même période, notre commerce avec la Corée a décuplé. Le Canada est une source fiable de matières premières industrielles, de produits agricoles, ainsi que de technologie de pointe et de produits manufacturés.

Dans la région, l'activité commerciale prend de plus en plus la forme de coentreprises, d'investissements conjoints et d'un partage des connaissances technologiques; en outre, les compétences complémentaires et l'avantage comparatif sont mis à contribution. Des firmes canadiennes participent activement à un certain nombre d'entreprises coopératives dans cette partie du monde. Ainsi, Combustion Engineering collabore avec Marubeni à la construction d'une importante centrale électrique en Thaïlande; Alcan a conclu des accords d'investissements réciproques avec Nippon Light Metal; et Canada Wire and Cable fabrique, conjointement avec Tolley Industries, des câbles, des transformateurs et des appareils de commutation en Nouvelle-Zélande. Cette collaboration est une façon lucide d'assumer notre interdépendance.

L'interdépendance est le véhicule du changement social et du développement économique. La région du Pacifique est aujourd'hui le théâtre de certains des changements les plus radicaux jamais apportés à des structures économiques. Impatient de goûter à l'avenir, le Japon entre hardiment dans l'ère des industries de haute technicité comme la robotique, l'informatique, les nouveaux approvisionnements industriels, la biotechnologie et l'aérospatiale. Les pays en développement progressent à pas de géant et font de nouveaux investissements majeurs dans les secteurs de l'acier, de la construction navale, de l'automobile et de l'électronique grand public.

Nous sommes tous aux prises avec les réalités de la concurrence internationale sur nos propres marchés. A cet égard, tous les gouvernements doivent être conscients du fait qu'en protégeant des industries non concurrentielles ou en tentant de donner un avantage artificiel à leurs propres entreprises, ils portent atteinte aux systèmes commerciaux et financiers internationaux, dont nous dépendons tous.

En agissant ainsi, nous sapons également notre propre compétitivité. Aussi, les gouvernements ne peuvent se contenter d'un rôle défensif. Nous devons faire en sorte que nos économies soient prêtes au changement et adopter des politiques visant à faciliter l'ajustement, plutôt qu'à l'entraver. Les gouvernements doivent également coopérer au niveau international en vue de favoriser l'ajustement et le développement économiques, ainsi que la libéralisation des échanges.

Les participants à la réunion ont généralement reconnu l'importance d'aller énergiquement de l'avant avec le programme de travail du GATT que les ministres ont approuvé en 1982. Nous avons également donné une nouvelle impulsion à notre travail en soulignant l'utilité certaine d'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales en vue de renforcer le système libéral d'échanges et de promouvoir la croissance du commerce. Il a été convenu que la perspective de ces négociations ne devrait pas freiner les efforts en vue de lever les restrictions déjà en place. Celles-ci vont à l'encontre des intérêts à long terme des pays tant industrialisés qu'en développement.

Les pays en développement de la région de l'Asie et du Pacifique continueront de figurer parmi les principaux bénéficiaires du programme canadien d'aide au développement. De fait, ce programme a connu ses débuts en Asie, région qui reçoit actuellement la plus grande part de notre financement bilatéral. Outre des projets coopératifs dans des domaines comme l'énergie et les transports, le Canada et les pays de l'ASEAN travaillent ensemble à favoriser la mise sur pied de coentreprises et les échanges techniques entre fabricants. L'un des plus récents programmes d'importance de notre agence de développement international, l'ACDI, concerne la République populaire de Chine, où l'on attache une importance particulière à la production d'énergie, à l'enseignement, à l'agriculture et à l'exploitation forestière.

Dans son budget de février, le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un Fonds pour l'aide et le commerce international en vue d'aider les sociétés canadiennes à diversifier leurs activités à l'étranger. D'ici 1990, ce Fonds pourrait recevoir jusqu'à 1,3 milliard de dollars qui serviront à financer des projets hautement prioritaires dans les plans de développement des pays bénéficiaires, projets pour lesquels les entreprises canadiennes sont concurrentielles et une aide de développement est requise. Une grande partie de cet argent ira à des programmes réalisés en Asie et dans le Pacifique.

La région est par ailleurs l'un des points de concentration des activités du Centre de recherches pour le développement international, société publique créée par le Parlement en 1970. Le Centre aide à développer la coopération dans le domaine de la recherche entre les scientifiques et les institutions des pays en développement et leurs homologues canadiens.

La rapidité avec laquelle progressera l'économie de la région de l'Asie et du Pacifique dépendra en dernière analyse de sa stabilité politique. À cet égard, l'occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques est un important facteur négatif, de même qu'un affront à la dignité humaine et à l'opinion mondiale. La présence massive de troupes vietnamiennes au Cambodge est une autre source de graves préoccupations. Le Canada appuie l'ASEAN dans sa demande d'un retrait vietnamien, reprise dans maintes résolutions des Nations Unies. Les succès remarquables remportés par les pays de l'ASEAN illustrent les perspectives de progrès qu'ouvre la liberté.

La sécurité et la stabilité de l'Asie et du Pacifique sont d'un intérêt majeur pour le Canada; c'est pourquoi nous nous sommes employés à renforcer nos relations politiques avec tous les pays de la région. Ce but, nous l'avons atteint en encourageant les échanges de personnes et d'idées, en travaillant à la réalisation d'objectifs communs aux Nations Unies et dans d'autres institutions multilatérales et, notamment, en établissant un dialogue avec les dirigeants politiques de la région.

En janvier 1983, le Premier ministre Trudeau a visité les pays de l'ASEAN et le Japon. Plus tard cette même année, mon collègue le ministre du Commerce, M. Regan, a dirigé une importante mission commerciale. Pour ma part, j'ai assisté l'an dernier à une conférence des ministres de l'ASEAN à Bangkok, et j'ai eu une série de rencontres avec mes homologues de cette Association. Cette expérience m'a fait comprendre les possibilités et les défis qui se présentent à ces nations.

Cependant, les visites ne se sont pas faites à sens unique. Ainsi, le Président Chun de Corée, le Premier ministre Zhao de la République populaire de Chine, le Premier ministre Prem de la Thaïlande et le Premier ministre Mahathir de la Malaisie sont au nombre des personnalités venues récemment au Canada.

J'ai rencontré le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Abe, la semaine dernière à l'OCDE et nous avons discuté de l'importance de cette réunion du CEBP. Je le verrai à nouveau lors du Sommet économique en juin. Je me propose en outre de faire escale à Tokyo lorsque je rendrai à la prochaine réunion ministérielle de l'ASEAN, qui se tiendra à Djakarta. Les relations avec les nations du Pacifique sont clairement l'une des grandes priorités de la politique du Canada à l'étranger.

Les Canadiens sont conscients que le Pacifique est à l'aube d'une ère nouvelle. Cette région a le potentiel nécessaire pour jouer, au XXI^e siècle, le rôle de moteur du développement économique mondial.

Du fait de la grande variété de cultures et de systèmes politiques et économiques qu'on trouve dans la région du Pacifique, nous devons faire des efforts particuliers si nous voulons mettre pleinement à profit les extraordinaires possibilités qui nous sont offertes. C'est pourquoi le gouvernement du Canada a annoncé dans le discours du Trône de l'an dernier qu'il faciliterait la création d'une Fondation Asie-Pacifique.

Depuis, un Comité fondateur n'a ménagé aucun effort pour concrétiser ce projet, et le gouvernement est maintenant prêt à présenter la loi habilitante à la Chambre des Communes. Il est dans notre intention que les gouvernements fédéral et provinciaux et le secteur privé canadien collaborent à titre de partenaires à la création et au fonctionnement de cette Fondation politiquement indépendante et sans but lucratif.

Plus précisément, la Fondation se verra confier les objectifs suivants: promouvoir au Canada une meilleure connaissance de la région; amener les Canadiens et les populations des nations de l'Asie et du Pacifique à mieux se comprendre; éclairer les choix stratégiques que doivent faire les décideurs des secteurs privé et public; faciliter une grande variété d'initiatives coopératives de développement appuyées par le gouvernement ou mises sur pied par le secteur privé; et instruire et former notre jeunesse de façon qu'elle ait les connaissances et les aptitudes nécessaires pour appuyer le rôle que le Canada compte jouer dans le Pacifique.

J'encourage le monde des affaires à étudier attentivement ce projet, et j'espère que vous en appuierez activement la réalisation. Pour ma part, je vois dans la Fondation l'instrument privilégié grâce auquel le Canada pourra nouer des liens avec cette région très dynamique.

C'est dans le bassin du Pacifique que l'avenir de la technologie prend aujourd'hui forme. La révolution de la microplaquette est née dans cette région - le résultat de découvertes scientifiques et techniques en Californie et au Japon. Le Canada fait sa marque dans les industries de la technologie de pointe - notamment dans les communications, l'agriculture et l'aérospatiale.

C'est aussi dans le Pacifique que se façonne l'avenir financier du monde. Au fur et à mesure que le Japon libéralisera ses marchés des capitaux, Tokyo deviendra un centre financier international à l'égal de Londres et de New York. Ce nouveau réservoir de capital stimulera le développement de nouvelles technologies et la mise sur pied de nouvelles entreprises en coparticipation partout dans la région.

Le Canada est une bonne place où investir. Nous avons beaucoup à offrir: un système politique stable, une main-d'oeuvre instruite, une infrastructure bien développée et un accès facile aux principaux marchés nord-américains. Le gouvernement sait parfaitement à quel point il est important de maintenir un climat attrayant pour les investisseurs étrangers. C'est pourquoi nous avons récemment simplifié le fonctionnement de notre Agence d'examen de l'investissement étranger.

Les Canadiens et leurs dirigeants politiques entendent faire assumer au Canada sa destinée de pays du Pacifique. Notre attachement à la région est fort et le demeurera. Nous sommes résolus à mettre en place, au niveau des politiques, les instruments voulus pour faire progresser la coopération économique. Nous travaillons actuellement à la création d'une Fondation Asie-Pacifique en vue d'améliorer la compréhension et de resserrer les liens entre le Canada et les nations de l'Asie et du Pacifique. Nous relevons nos programmes d'aide au développement dans la région et nous sommes en train de constituer un Fonds pour l'aide et le commerce international afin d'aider les entreprises canadiennes à participer aux activités de développement de la région. Enfin, nous avons établi un dialogue politique avec les dirigeants de la région.

Les contacts et les liens établis par le secteur privé sont essentiels. C'est par votre entremise que se vendent les biens et les services, que s'effectuent les investissements, que se transfèrent les technologies. C'est grâce à vos innovations et à votre esprit d'entreprise que nos économies se développent et s'adaptent aux changements qui nous touchent tous.

Car, même s'il appartient aux gouvernements de façonner l'environnement au sein duquel s'opèrent les changements économiques, c'est vous, du monde international des affaires, qui êtes en dernière analyse les catalyseurs du changement et les agents de la croissance économique.

J'applaudis au rôle que joue le CEBP dans ce processus. En prônant la libre circulation des biens, des services, de l'investissement et de la technologie dans la région, vous indiquez à chacun de nous le chemin de l'ajustement structurel constructif et du développement économique soutenu.

Je sais gré au Conseil de m'avoir donné cette occasion d'examiner avec vous ce que nous réserve notre avenir commun. Je vous remercie beaucoup.